

Edgardo Manero et Eduardo Salas

**Mondialisation**  
**et « nationalisme des Indes » :**  
**contestation de l'ordre social, identités**  
**et nation en Amérique latine**

CNRS - Université de Toulouse-Le Mirail  
Collection « Méridiennes »

Mise en page : Nathalie Vitse.

Collection « Méridiennes », 2007

ISBN : 2-912025-42-7

ISSN : 1950-0130

FRAMESPA (UMR 5136)

Maison de la Recherche

Université Toulouse II-Le Mirail

5, allées Antonio Machado

F-31058 Toulouse Cedex 9

Tél. : 05 61 50 44 17

Fax : 05 61 50 49 64

E-mail : [meridiennes@univ-tlse2.fr](mailto:meridiennes@univ-tlse2.fr)

« Il n'y a pas si longtemps, la terre comptait deux milliards d'habitants, soit cinq cents millions d'hommes et un milliard cinq cents millions d'indigènes. Les premiers disposaient du Verbe, les autres l'empruntaient. »

Jean-Paul Sartre  
Préface du livre *Les damnés de la terre* de Frantz Fanon

## Sommaire

INTRODUCTION	11
PREMIÈRE PARTIE - LA PÉRENNITÉ DE LA QUESTION NATIONALE EN AMÉRIQUE LATINE	21
I- La revendication nationale et l'ordre émergent de la fin de la guerre froide	23
II- Le « politique » et le « social »	48
III- Gauche, Nation et nationalisme en Amérique latine : une nécessaire lecture rétrospective	59
IV- État, société civile et Nation	69
V- Nationalisme, bolivarisme et résistance transnationale	74
DEUXIÈME PARTIE - IDENTITÉ ETHNIQUE, IDENTITÉ NATIONALE ET POPULATIONS ORIGINAIRES	85
I- Les revendications des populations originaires	87
II- Bref exposé sur la question indienne	91
III- <i>Demos</i> plutôt qu' <i>ethnos</i>	106
IV- Le « peuple », les « peuples » et la Nation	115
V- Démocratie et participation populaire	119
VI- Trois cas paradigmatiques axés sur les mouvements des populations originaires revendiquant la Nation comme critère de référence :	123
- Le zapatisme	123
- Le MAS	131
- Le pachakutik	140
CONCLUSION	151
BIBLIOGRAPHIE	163

## Abréviations

AD : Action démocratique (Venezuela).  
ADN : Action démocratique nationaliste (Bolivie).  
ALBA : Alternative Bolivarienne pour les Amériques et les Caraïbes.  
APRA : Alliance populaire révolutionnaire américaine (Pérou).  
CB : Cercles Bolivariens (Venezuela).  
COMECON : Conseil d'assistance économique mutuelle.  
CONAIE : Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (Équateur).  
CONFENIAE : Confédération des nationalités indigènes de l'Amazonie équatorienne (Équateur).  
DEA : Drug enforcement administration (États-Unis).  
Ecuarunari : Gens de l'Équateur (Équateur).  
ELN : Armée de libération nationale (Colombie).  
ERP : Armée révolutionnaire du peuple (Argentine).  
EZLN : Armée zapatiste de libération nationale (Mexique).  
FA : Front Elargie (Frente Amplio, Uruguay).  
FARC : Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie (Colombie).  
FLN : Forces de libération nationale (Mexique).  
FMI : Fond Monétaire International.  
FMLN : (Front Farabundo Martí de libération nationale) (El Salvador).  
FREPASO : Front pays solidaire (mouvement piquetero, Argentine).  
FSLN : (Front sandiniste de libération nationale (Nicaragua).  
IWGIA : Groupe de travail international sur les affaires indiennes.  
La Alianza : ensemble de partis et organisations sociales qui ont soutenu électoralement la candidature de Nestor Kirchner. (Argentine).  
M-19 : Mouvement 19 d'avril (Colombie)  
MAS : Mouvement vers le socialisme (Bolivie).  
MIJD : Mouvement indépendant des retraités et des travailleurs en chômage (Argentine).  
MLN- Tupamaros : Mouvement de libération national (Uruguay)  
MNR : Mouvement nationaliste révolutionnaire (Bolivie).  
MST: Mouvements des sans terres (Brésil).  
MST : Mouvement socialiste des travailleurs (Argentine)  
MTD : Mouvement des travailleurs sans emploi (Argentine)  
NAFTA : Traité de libre commerce d'Amérique du Nord.  
OEA : Organisation des États Américains.  
OIT : Organisation internationale du travail.

OMC : Organisation mondiale de commerce.  
ONU : Organisation des nations unies.  
OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.  
PC : Parti communiste.  
PCR : Courante classite et combative (Argentine).  
PJ : Parti justicialiste (Argentine).  
PO : Pôle Ouvrier (Argentine).  
PRD : Parti de la révolution démocratique (Mexique)  
PRI : Parti révolutionnaire institutionnel (Mexique).  
PRL : Parti révolutionnaire de libération (Argentine)  
PT : Parti des travailleurs (Brésil)  
PTD : Parti des travailleurs démocratiques (Argentine).  
TLC : Traités de libre commerce.  
UCR : Union civique radicale (Argentine)  
UP : Union patriotique (Colombie).  
UDP : Union démocratique populaire (Bolivie).

## INTRODUCTION

Dans une perspective d'étude comparée, ce livre cherche à restituer le rôle de la Nation dans les processus de recomposition politique vécus depuis les transformations des années 1990 en Amérique latine. Dans cette région, la discussion sur les identités et la pluralité des États et des cultures s'est intensifiée en raison des processus de globalisation et de régionalisation, et des projets d'intégration en cours.

Ce travail s'inscrit dans le cadre de travaux qui visent à clarifier la tendance propre à la phase actuelle du capitalisme : homogénéisation/universalisation, particularisation/fragmentation. Cette phase du capitalisme engendre, parallèlement à la décomposition des formes traditionnelles prises par les collectifs d'identification propres des périodes historiques précédentes, de nouvelles revendications identitaires.

C'est pourquoi nous avons choisi d'analyser la revendication nationale - un des phénomènes inhérents au « désordre global » -, émanant de divers mouvements socio-politiques<sup>1</sup> constitués dans les années 1990 qui participent à des conflits pour la gestion des principales ressources économiques et culturelles.

Ces mouvements, tels que le chavisme vénézuélien, le MAS bolivien, les *piqueteros* argentins, le *Pachakutik* équatorien ou le zapatisme mexicain, ont un rôle central dans le réveil de sentiments et de pratiques nationalistes qui caractérisent l'Amérique latine au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Cette revendication nationale est aussi présente dans des mouvements sociaux ayant un degré d'organisation politique plus faible. Ainsi, au Paraguay, les organisations paysannes héritières des *Ligas Agrarias* ont comme référence symbolique les figures du Doctor Francia et de F. Solano López. Leur mot d'ordre est très représentatif : « *Pour une deuxième indépendance* ».

Paradoxalement, ce retour de la question nationale a lieu dans un climat général où l'identité nationale n'a plus de sens pour des parties importantes de populations aussi bien des pays centraux que de la périphérie. Depuis la fin

---

<sup>1</sup> Nous utiliserons le concept de mouvement sociopolitique pour définir les organisations qui agissent dans le système politique comme l'expression des mouvements sociaux. Ces organisations ne peuvent pas être expliquées absolument comme le produit d'un processus d'institutionnalisation des mouvements sociaux, ni à partir des théories des partis politiques. Les mouvements sociopolitiques se retrouvent à mi-chemin entre mouvements sociaux et partis politiques. Ils se différencient des mouvements sociaux par leur participation au système politique comme un acteur parmi d'autres dans la concurrence pour la conquête du pouvoir politique, et des partis politiques, par leur structuration flexible et un fonctionnement horizontal.

des années 1960, dans les sociétés développées, toutes sortes de mobilisations remettent en cause l'identité nationale traditionnelle. Pendant la post-guerre froide, des interprétations banales, trop moralisantes et euro-centriques se sont répandues sur le nationalisme. Ces interprétations postulent que tout nationalisme est haineux. La remise en valeur de la Nation en Amérique latine vient non seulement à l'encontre de cette interprétation, mais rend aussi plus complexe les cadres d'interprétation. Comment penser la Nation à l'âge où elle est associée aux vocables « aversion », « répulsion », « phobie ou mépris » ? Comment envisager le « Nous » à l'époque où les sociétés sont confrontées au défi d'assurer l'intégration sur leurs territoires de populations culturellement diversifiées, de personnes d'origines et de religions différentes ? Comment redéfinir un projet en commun dans une conjoncture caractérisée par la montée de revendications identitaires et la reconnaissance des différences sans que l'unité nationale soit remise en cause ?

Eut égard à la difficulté d'établir des parallèles entre des sociétés largement différentes - l'écart entre le Cône sud et le Monde andin est considérable -, et des mouvements hétérogènes, comprenant plusieurs tendances et influences très diverses, le thème mérite une analyse comparative.

La communauté de représentations politiques et stratégiques, une même volonté de résister à un modèle économique et social, ainsi que la référence partagée à une mythologie de « gauche » latino-américaine, permettent d'affirmer qu'il est possible de parler d'un espace politique avec des caractéristiques partagées qui correspondent aux idées d'une époque. Ceci rend possible l'analyse de cet espace comme un ensemble. Dans un cadre de crise globale de la gauche, on assiste en Amérique latine à un mélange d'idées rassemblées sous un dénominateur commun : la remise en question de l'ordre néolibéral.

Au-delà de l'hétérogénéité, ces mouvements ont un point en commun : la rébellion contre l'ordre social et la recherche de modèles sociaux alternatifs. Ils expriment la volonté de transformer la réalité existante pour favoriser les secteurs populaires ainsi que leur identification avec les intérêts des « exclus ». L'émergence de ces mouvements correspond avant tout à un échec en termes sociaux, économiques<sup>2</sup>, politiques<sup>3</sup> et environnementaux du néolibéralisme. Ils mettent en évidence la recherche de répertoires non traditionnels d'actions collectives par les secteurs les plus touchés par les politiques des années 1990.

---

<sup>2</sup> La concentration des richesses et l'inégale distribution des revenus caractérisent la région. L'Amérique latine est la région où la distribution de la richesse est la plus inégale après l'Afrique subsaharienne. Le coefficient Gini, qui mesure le degré d'inégalité, présenté dans le Rapport de développement humain 2005 de l'Onu, montre cette réalité. Voir le chapitre 2 du rapport : [http://hdr.undp.org/reports/global/2005/espanol/pdf/HDR05\\_sp\\_chapter\\_2.pdf](http://hdr.undp.org/reports/global/2005/espanol/pdf/HDR05_sp_chapter_2.pdf).

<sup>3</sup> Selon les enquêtes réalisées par Latinbarómetro depuis 1995, même si les Latino-américains préfèrent la démocratie en tant que régime politique, la satisfaction à l'égard de cette forme de gouvernement n'est pas supérieure au 30% pendant la décennie de 1990. Voir <http://www.latinbarometro.org>.

Ces mouvements sont l'expression de ceux qui ne se sont jamais sentis représentés par la politique traditionnelle.

Le cadre de la globalisation fait ressortir une des caractéristiques du système politique latino-américain : la difficulté d'établir clairement la notion de « gauche ». Les forces politiques et sociales émergentes ont du mal à établir ou définir le « socialisme » ou un gouvernement « révolutionnaire » en s'appuyant sur les paramètres antérieurs.

Des mouvements comme le chavisme, le MAS bolivien, les *piqueteros* argentins, les organisations indiennes équatoriennes ou le zapatisme mexicain partagent ce présupposé essentiel de la gauche : un regard critique sur les inégalités, la conviction que ces inégalités sont sociales - non naturellement établies - et donc possibles à éliminer par l'action politique. Ils développent une praxis politique et sociale qui provoque une remise en question des trois sources principales des inégalités : la classe, la race et le sexe<sup>4</sup>. Ils cherchent un changement radical sans passer par la guérilla, ce qui n'est pas anodin au regard de l'histoire politique du sous-continent.

Ceci n'implique pas nécessairement que ces mouvements partagent le refus du capitalisme comme système, mais plutôt qu'ils en rejettent une modalité spécifique : le néolibéralisme. Ils sont tiraillés entre le nationalisme néodéveloppementiste et le socialisme national-révolutionnaire.

Les mouvements de résistance subissent tous la même réaction de la part des secteurs dominants et des États : ceci va de la criminalisation des mouvements ou de leurs modalités de militance à des actions criminelles ciblées. Pour ces acteurs, ces mouvements évoquent aussi bien un nationalisme révolu face à une mondialisation qui a aboli les frontières, qu'une idéologie dépassé par la disparition des conflits politiques et sociaux.

Les mouvements de résistance au néolibéralisme ne constituent pas des phénomènes résiduels ou de simples manifestations de mécontentement des catégories marginalisées. Ils ne sont pas non plus le dernier signe d'une société qui meurt mais bien au contraire le signe d'une gestation, résultat d'une nouvelle phase du capitalisme. L'émergence de ces mouvements est l'un des phénomènes les plus significatifs de l'Histoire récente de l'Amérique latine.

Un des aspects les plus frappants de la nouvelle donne est la forte participation des citoyens aux divers processus sociopolitiques engagés en Amérique latine. La mobilisation populaire et la protestation sociale ont un rôle dans la vie politique au début du XXI<sup>e</sup> siècle. La démocratie ne peut pas être réduite aux institutions et aux règles, à la simple représentation politique. Elle a récupéré sa condition de contrat social et d'exercice de la souveraineté populaire.

---

<sup>4</sup> Sur ces trois sources voir N. Bobbio, *Derecha e izquierda, razones y significados de una distinción política*, Taurus, Madrid, 1995.

Si la situation est loin d'être homogène - l'hétérogénéité des secteurs sociaux qui s'expriment à travers des mouvements contre le néolibéralisme entraîne en leur sein la coexistence de diverses visions du monde, valeurs et principes idéologiques -, ces mouvements convergent vers un « nationalisme de protestation ». En Amérique latine, le nationalisme<sup>5</sup> et le patriotisme sont davantage représentés, dans le cadre de la globalisation, par les secteurs populaires et par des mouvements se revendiquant de la « gauche ».

Les mouvements de résistance soulignent la relation entre les revendications socio-économiques et la question nationale. Ils ont abordé conjointement deux points fondamentaux du désordre global : la question sociale marquée par les inégalités et la pauvreté et la question nationale, qui, dans les sociétés périphériques, se traduit aussi bien dans la cohabitation selon des critères égalitaires et solidaires, des différences linguistiques, culturelles et ethniques que dans la recherche d'une réappropriation de la souveraineté aussi bien nationale que populaire.

Ces mouvements sont porteurs d'un patriotisme démocratique et radical, profondément républicain, pour lequel la Nation a pour cadre de référence l'égalité des droits et l'existence d'un État autonome, au sens où celui-ci échappe à toute domination étrangère. Leur lutte est une lutte sociale pour la constitution et l'intégration de la Nation. À la base de ces mouvements, il y a une représentation du binôme Nation-République comme forme légitime de résistance à une globalisation perçue comme « impériale ». Ils cherchent à affirmer et à développer la particularité nationale de façon différente de la domination d'autres peuples ou de l'isolement défensif. De ces mouvements se dégage un nationalisme compatible avec la construction des réseaux supra et infra nationaux de coopération et pour lequel l'intégration continentale est une option nécessaire pour la gestion démocratique des conflits d'intérêts.

---

<sup>5</sup> Le nationalisme est un terme polysémique. Il a permis des pratiques politiques trop antagoniques pour qu'on le considère comme une idéologie homogène. Les différents aspects assumés par le nationalisme, particulièrement dans la périphérie, entraînent des propositions d'organisation sociale, politique et économique diamétralement opposées. La complexité et l'originalité du nationalisme sont dues à son ambiguïté, qui lui donne la capacité d'influencer toute la scène politico-idéologique. L'imbrication des discours demande d'explicitier les différences et les similitudes entre les diverses formes que prend le nationalisme. Analyser la dynamique propre à la production des identités aide à établir leurs différences, en particulier dans un contexte où elles ont été mises en mouvement. Cela paraît légitimer le fait de parler de nationalismes au pluriel plutôt que d'un nationalisme unique. Le nationalisme n'est pourtant pas un. En Amérique latine, des groupes de l'ultra-droite, des mouvements populistes, des dictatures militaires ou des guérillas révolutionnaires apparaissent sous la qualification générique de nationaliste. Cependant, ces formes de « nationalisme » ont des pratiques politiques radicalement différentes. L'ambiguïté nationaliste peut développer aussi bien une conception de la Nation capable de fonder une « République sociale » qu'une autre destinée à légitimer une « Dictature oligarchique ». Certainement, la différence est au niveau de la nature. Pour une lecture sur les classiques du nationalisme, voir H. Khon (1944), A. Schmit (1976 et 1986), J. Breully (1982) et E. Hobsbawm (1990) E. Gellner (1983) K. Deutsch (1966) et B. Anderson (1983).

Les expériences de résistance au néolibéralisme ont donné naissance à une pensée et à une action « décolonisatrice », dont les manifestations les plus visibles, sont le zapatisme mexicain, le MAS bolivien ou le *Pachakutik* équatorien. Ceci nous oblige à accorder une attention particulière aux mouvements conduits par les peuples autochtones, devenus, dans les années 1990, un acteur central de l'histoire politique latino-américaine.

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, il est incontestable que les populations autochtones occupent une place de plus en plus importante en politique, manifestant, à des degrés divers, la crise du modèle d'hégémonie traditionnellement mis en place par les élites. Or, l'hétérogénéité des mouvements trahit la nature complexe de la question indienne.

Le caractère décolonisateur de la question indienne, relevé depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle par les mouvements de résistance, s'exprime avant tout à travers l'intention d'aller au-delà des considérations sociales et de l'assistanat. Ils proposent l'intégration des peuples indiens en termes politiques, c'est-à-dire en leur donnant accès à la sphère de la prise de décision. Traditionnellement, les politiques concernant les Peuples originaires ont ignoré ou négligé tout aspect politique du conflit.

Les mouvements de résistance sont en train de fermer un cycle historique, ouvert avec la formation de l'État postcolonial. La question de la citoyenneté des populations originaires, bien que marginale, avait déjà été posée lors de la naissance des Nations indépendantes en Amérique latine par les secteurs empreints de l'esprit de l'abolition décidée lors de la Convention révolutionnaire à Paris, qui poussait à une définition toute politique et non ethnique de la Nation<sup>6</sup>.

Le recours à la symbolique indienne se répand aussi bien dans les répertoires d'action collective des mouvements sociopolitiques que dans les cérémonies festives. Ainsi par exemple, l'intronisation d'Evo Morales en 2006 s'est développée dans deux cérémonies différentes : une première, de type officielle et institutionnelle devant l'Assemblée Nationale, et une autre, de type « autochtone » dans les ruines de Tiahuanaco, où la dimension symbolique indienne a été exaltée. Une sorte de rituel a eu lieu. Habillé d'un poncho, portant le chapeau à quatre pointes censé lui conférer le pouvoir sur les quatre points cardinaux, il a pris en main le sceptre d'autorité du Dieu soleil. Le président de la Bolivie a été désigné comme *Apu Mallku*.

---

<sup>6</sup> Nous pouvons évoquer, entre autres, deux exemples dans le cadre de la lutte indépendantiste : d'une part, le chef de l'armée *Alto Perú*, J. J. Castelli, fait état de l'exploitation, de l'abandon et de l'oppression dont les Indiens ont été victimes pendant des années. Il fait la promesse de les considérer comme des « êtres égaux » et de leur permettre l'accès à des postes dans le gouvernement. D'autre part, B. O'Higgins avait décrété que les Indiens devaient désormais être considérés comme des citoyens chiliens, bénéficiant des mêmes libertés que les autres habitants du pays.

C'est aussi le cas du président équatorien R. Correa. Son investiture « populaire » en janvier 2007 est un bon exemple du syncrétisme entre la « Question indienne » et la « Question nationale ». Bâton de commandement, rite de purification entrepris par les chamans et des présidents habillés en *poncho* - H. Chávez, E. Morales et R. Correa -, tout cela est en harmonie parfaite avec des écoliers chantant l'hymne national équatorien - en quechua -, des populations criant « Vive l'Équateur » et l'omniprésence du drapeau national. C'est toute une mise en scène qui tend à condenser une multiplicité de symboles soutenus par un discours indéfectiblement mythique<sup>7</sup>. Or, plus que la délimitation des nouvelles appartenances identitaires débouchant sur une « néo-ethnicité », il y a, dans ces épisodes, cette « réaffirmation de la dignité de l'opprimé » et ce recours au passé pour légitimer un projet politique, qu'a caractérisé une grande partie du nationalisme tiers-mondiste.

Le mythe et le discours historique sont essentiels pour les politiques d'identité. Les nationalistes ont besoin de héros et d'âges d'or<sup>8</sup>. Le passé symbolique, fictif ou réel, détermine l'action dans le présent, mais en fonction du futur. L'Histoire apparaît comme une allégorie du présent. Le passé fournit une doctrine, un dogme. Héros et situations deviennent des références pour comprendre le passé, mais ils sont surtout des guides pour le présent.

Notre analyse part de notre insatisfaction quant à l'interprétation qui est faite de ces mouvements. Il s'agit, en effet, de remettre en question la tendance à assimiler ces mouvements à l'ethnicisme de la post-guerre froide. Bien que ces mouvements répondent à l'exigence, exprimée depuis la chute du mur de Berlin par diverses « communautés », de considérer leurs traditions comme une garantie d'identité dans le contexte international, nous sommes confrontés ici à un phénomène politique différent. Ces mouvements ne sont pas sécessionnistes. D'ailleurs, l'appel aux symboles nationaux, dont les drapeaux nationaux, y sont permanents.

Les mouvements de contestation axés sur les populations « originaires » demandent à être reconnus dans l'espace public pour leurs traditions, leur culture, leur mémoire ou leur histoire en même temps qu'ils soutiennent l'intégration dans la Nation. Leur revendication de la différence est compatible avec l'idée que dans l'espace public il n'y a de place que pour des individus libres et égaux en droits identifiés culturellement aussi bien à leur communauté qu'à la Nation. Selon ces mouvements, l'identité implique une forme d'appartenance capable de coexister avec d'autres modalités

---

<sup>7</sup> La création d'un mythe implique la répétition permanente d'un ensemble symbolique qui s'exprime dans la parole. Comme le dit C. Lévy-Strauss « le mythe fait partie intégrante de la langue, c'est par la parole qu'on le connaît, il relève du discours ». *Anthropologie structurale*, Plon, Paris, 1974.

<sup>8</sup> Voir Anthony D. Smith, *The Ethnic Origins of Nations*, Blackwell, Oxford (UK) Cambridge (USA), 1986.

d'identification. Pour eux, l'ethnie est définie en termes culturels et débarrassée des connotations biologico- raciales.

Les mouvements de résistance au néolibéralisme développent un « patriotisme universaliste » aux antipodes du patriotisme d'État, caractéristique de l'Amérique latine du XX<sup>e</sup> siècle, ainsi que de l'ethnicisme propre à la post-guerre froide. En affirmant la Nation dans le langage de l'universalisme républicain, en se représentant la société en terme de lutte de classes, ces mouvements aident à comprendre que la différence structurée sur *Ethnos*, caractéristique du « désordre global », ne semblerait guère avoir d'existence que dans des sociétés où la construction d'une altérité négative sur des critères raciaux ou religieux résulte de l'échec d'un projet « politique » propre à la modernité, à savoir l'organisation de la société à partir d'un conflit fondamental et la perception des relations internationales à partir d'une opposition majeure. En Amérique latine, la défense de la Nation a encore un rôle central dans la définition d'un adversaire social autour d'un enjeu et disputé avec ce dernier.

C'est la présence de projets mobilisateurs - même dans un état embryonnaire - d'émancipation collective, qui explique notamment qu'en Amérique latine, il n'y a pas de révoltes destructrices fondées sur la haine de « l'Autre ». Ces projets nous permettent d'expliquer pourquoi dans cette région, le « narcissisme des petites différences » n'encourage pas la renaissance des rivalités nationales ou ethniques conduisant à une organisation rationnelle du massacre, comme cela a été le cas dans les Balkans ou dans l'Afrique subsaharienne<sup>9</sup>.

Il émerge, dans l'Amérique latine du désordre global, un type de « nationalisme »<sup>10</sup> qui, à la différence de la plupart de ses précédentes formes,

---

<sup>9</sup> L'émergence ou la propagation de la conscience nationale est caractéristique de l'époque contemporaine ; elle se rapporte au développement des communications qui lient des identités différentes. La globalisation a encore plus réduit la distance entre les différents « Autres », ce qui a des conséquences sur le binôme altérité-identité. L'homogénéisation croissante qui accompagne la modernité semble encourager la renaissance des rivalités nationales ou ethniques. Voir P. Hassner, *La violence et la paix*, Seuil, Paris, 2000.

<sup>10</sup> Une série de travaux parue après 1990 (P. A. Taguieff, P. Birnbaum, Y. Lacoste, J. Leca, G. Delannoi, entre autres) a réussi à clarifier une conjoncture marquée par un mouvement général de recomposition identitaire et à donner une interprétation historique évolutive du phénomène nationaliste. Ces travaux ont permis de dépasser un certain réductionnisme conceptuel qui tendait à désigner des réalités aux origines fort diverses sous le nom générique de nationalisme. Ils ont également montré comment, sous l'effet de l'intégration régionale et de la globalisation, le problème de l'identité nationale se trouve placé au centre de nouveaux débats. Nous nous sommes intéressés particulièrement aux travaux qui soulignent la spécificité de la vague nationaliste ayant émergé au tournant des années 1980, surtout à l'hypothèse d'A. Smith (1995) selon laquelle le nationalisme tend à émerger de la ruine d'États qui ne sont plus viables pour des raisons indépendantes des questions ethniques ; en bref, ce n'est pas le nationalisme en soi qui est responsable de la faillite des États.

prend sa source dans la société civile<sup>11</sup> et non dans l'État. Or, les mouvements de résistance au néolibéralisme pensent que des luttes sont nécessaires dans la société civile pour changer les rapports de forces, sans oublier que les transformations radicales doivent modifier les appareils étatiques. Ils nous font comprendre que si l'État-nation comme acteur et comme espace de lutte continue à être fondamental pour la reproduction du capitalisme, il est aussi un instrument important dans toute stratégie d'émancipation.

Ce nationalisme grave l'attachement à l'identité nationale dans un « messianisme révolutionnaire » à caractère global, différent de celui qui a été développé par les mouvements politiques latino-américains - du péronisme au sandinisme, en passant par le castro-guevarisme - tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. De ce messianisme naît non seulement la construction d'un réseau transnational de solidarité et d'action politique, ainsi que la défense de l'intégration latino-américaine, mais également la convergence vers les mouvements appelés généralement « altermondialistes »<sup>12</sup>. Les mouvements de résistance, comme les mouvements altermondialistes, doivent articuler entre eux des demandes sociales profondément hétérogènes en élaborant un langage qui leur est commun.

Les mouvements constitués en opposition au néolibéralisme peuvent non seulement articuler une démarche parfois locale, parfois supranationale, mais aussi combiner des valeurs propres à la tradition populiste et révolutionnaire latino-américaine et des valeurs « libertaires » caractéristiques des mouvements altermondialistes occidentaux : démocratie directe, autogestion, reconnaissance de l'altérité et défense de l'environnement. Ils font partie de cette tradition inaugurée par la Révolution française - profondément ancrée en Amérique latine - selon laquelle le nationalisme n'est pas incompatible avec l'internationalisme humaniste.

Or, si ce qui précède constitue une modification radicale dans la culture politique de la région, les mouvements sociopolitiques - articulés autour d'acteurs radicalement différents comme les indigènes, les militaires et les chômeurs<sup>13</sup> - s'inscrivent dans une tradition profondément latino-américaine : interpeler la Nation au nom de la « gauche ». Si, traditionnellement, le nationalisme et le patriotisme ont formé partie du patrimoine symbolique des

---

<sup>11</sup> Nous considérons la Société civile comme cette sphère publique à l'intérieur de laquelle divers acteurs collectifs luttent pour faire valoir leurs intérêts face à d'autres acteurs collectifs, dont les intérêts sont différents ou antagoniques. Ceci ne revient pas à concevoir la Société civile et l'État comme des compartiments étanches et indépendants l'un de l'autre.

<sup>12</sup> L'altermondialisme en lui-même n'est pas un concept analytique. Il a été introduit par divers secteurs militants pour faire face à des dénominations réactives tels que « mouvements antimondialistes » ou « globalophobiques », dénominations largement utilisées par les mass-médias.

<sup>13</sup> Pour une analyse comparée, voir E. Manero, « Construcción de identidades y conflictos sociales en la América latina del desorden global. La cuestión nacional : un palimpsesto de la memoria política », *Anuario del Instituto de Estudios Histórico-Sociales*, 20, Universidad Nacional del Centro, Argentina, 2005, p. 131-178.

droites et des oligarchies, ces dernières n'ont jamais réussi à en avoir le monopole. Pendant la post-guerre froide, la référence à la Nation va disparaître du discours des mouvements de droite, et dans certains cas - celui de la Bolivie par exemple -, elle se modifiera profondément avec l'appel à l'autonomie ou à la sécession. En Amérique latine, la question nationale est consubstantielle à une partie importante de la culture politique de la gauche.

Une fois encore, en Amérique latine, le « colonisé » n'hésite pas à utiliser contre le « colonisateur » ce « logos » - en tant que parole et action libératrice -, que ce dernier lui a apporté. Dans le désordre global, ce « logos » repose sur trois concepts sur lesquels se fonde la théorie politique en Occident depuis la modernité : « Démocratie », « Peuple » et « Nation ». C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'interpellation, « *Pourquoi tu ne la boucles pas?* », lancée en 2007 lors du sommet latino-américain par le roi d'Espagne à l'adresse du président vénézuélien H. Chávez, quelqu'un qui a fait du verbe l'élément primordial de son action politique. Toute l'Histoire du rapport entre métropoles et périphérie est synthétisée dans cette phrase.

L'analyse de la « question nationale » permet de dépasser une certaine perspective analytique - cette perspective tire sa nouveauté des modes d'organisation des mouvements - qui tend à opposer ces nouveaux mouvements aux anciens. Les mouvements de résistance ont développé une pensée originale qui doit être mise en relation avec toute une histoire de mobilisations et de luttes. L'émergence de ces mouvements évoque non pas une rupture, mais une certaine reformulation des formes d'organisations et de militance avec des nouveautés par rapport aux luttes précédentes. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la scène politique latino-américaine a la particularité de fusionner des vieilles traditions de protestation sociale avec des acteurs sociaux et politiques issus des conflits des années 1990.

Le retour de la « question nationale » intervient dans un cadre caractérisé par l'hétérogénéité inhérente aux acteurs sociaux et par la pluralité de nouveaux acteurs mobilisant des revendications populaires.

Les mouvements de résistance ont ravivé le débat, sur la scène politique et culturelle, sur une des problématiques les plus fécondes - et autochtones - exposées pour l'Amérique latine au XX<sup>e</sup> siècle : les populismes. Ironie de l'Histoire, la mise en question de l'ordre néolibéral n'est pas la conséquence de l'action des « multitudes » anti-étatiques citées par T. Negri,<sup>14</sup> mais des mouvements cherchant à reconstruire des États-nations et des projets d'intégration régionale visant à « démocratiser » les sociétés.

L'analyse de la « question nationale » montre comment, en Amérique latine, la Nation demeure la forme dominante du lien social ou, dans certaines sociétés, un projet à construire. Le cas latino-américain aide à prendre conscience du fait que la Nation est une catégorie « historique » et à illustrer

---

<sup>14</sup> M. Hardt et A. Negri, *Empire, Exils*, Paris, 2000 ; *Multitudes*, La Découverte, Paris, 2004.

comment, aux différentes époques et dans différentes sociétés, la question nationale sert des intérêts divers et prend des nuances différentes. Sa configuration va dépendre de son articulation aux questions sociales et politiques de son temps et à un espace historique concret.

L'idée de l'existence d'une Nation et du sentiment d'appartenance à cette dernière sont des concepts qui se modifient de façon permanente. Dans un cadre comme celui du désordre global, où les individus ont une multiplicité d'options en raison de leurs nombreuses identités, l'Amérique latine illustre la difficulté de remplacer le nationalisme par d'autres formes de loyauté collective.

À défaut d'avoir effacé toutes les inégalités, ces mouvements incarnent la remise en cause aussi bien d'un système considéré excluante, que d'une classe politique perçue comme inapte. Les processus engagés par les mouvements de résistance au néolibéralisme n'ont pas résolu tous les problèmes, en particulier les plus dramatiques que sont l'exclusion et la pauvreté. Dans certains cas, ils n'ont pas su agir face à la conjoncture politique entraînant la division dans le camp populaire ou la perte de légitimité dans le système politique<sup>15</sup>. Mais la politique, dans son sens « noble » de participation populaire et non de marketing, et la rébellion parcourent une nouvelle fois l'Amérique latine pour proclamer que la rationalité du marché n'a pas pu éliminer la Nation comme valeur fondatrice du sens communautaire. Cette politique met en évidence ce qui avait été caché par l'idéologie de la fin de l'Histoire<sup>16</sup> : le caractère inévitable du conflit et sa conséquence, l'existence de projets politiques et économiques antagoniques.

---

<sup>15</sup> C'est le cas, pendant l'élection présidentielle de 2006, du rôle joué par l'EZLN qui divise les forces de la gauche, ce qui permet à la droite mexicaine de remporter cette élection. Par ailleurs, c'est aussi le cas du *Pachakutik*, qui a abandonné tardivement le gouvernement de Lucio Gutiérrez ; ce dernier avait tourné le dos aux promesses qui lui avaient permis de rassembler plusieurs organisations populaires.

<sup>16</sup> Nous faisons référence au paradigme développé à partir de l'ouvrage de F. Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, The Free Press, New York, 1992.

